MINISTÈRE DES ÉAUX, FORÊTS, CHASSE & PÊCHE

CHARGÉ DE L'ENVIRONNEMENT

DIRECTION DE CABINET

Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCUNCC)

Coordination des Programmes d'Action Nationaux d'Adaptation (PANA)



République CentrAfricaine

Unité - Dignité - Travail

N° 135 /MEFCPE/DIRCAB/CCNUCC/COORD-PANA.-

UNFCCC African regional workshop on adaptation

Accra, Ghana 21 to 23, September 2006

Central African Republic Presentation

« Evaluation de la Vulnérabilité et les mesures d'adaptation au Changement climatique du Secteur Agriculture en République Centrafricaine »

(Par Patrice PASSE SANAND, Expert Agriculture et Dr. Aline MALIBANGAR, Coordonnatrice PANA-RCA)

E.mail: meddes@intnet.cf/aline_malibangar@hotmail.com

La RCA a ratifié la CCNUCC en Mars 1994 et a soumis sa Communication Nationale Initiale (CNI) en Juin 2003. Comptant parmi les Pays les moins Avancés (PMA), elle élabore actuellement son Programme d'Action Nationale d'Adaptation (PANA) ; c'est dans ce cadre que certains secteurs clés du développement national dont l'Agriculture ont fait l'objet des études en vue d'évaluer les vulnérabilités aux variabilités climatiques actuelles et aux éventuels brusques changements climatiques à effets néfastes.

L'économie de la République Centrafricaine repose essentiellement sur le secteur primaire qui employait en 2003, 56% de la population active et contribuait à hauteur de 58% au PIB. Les activités agro-pastorales contribuent pour au moins 42% à l'économie nationale et de fait se positionne en première place devant les Mines / industrie et le secteur forestier. C'est la raison pour laquelle, la redynamisation du secteur agro-pastoral constitue une des actions prioritaires de la Stratégie actuelle du Gouvernement en vue de lutter contre la pauvreté (CSLP) et d'assurer ainsi la sécurité alimentaire à l'ensemble des Centrafricains. Cependant, l'Agriculture continue encore de rencontrer d'énormes difficultés dues entre autres à l'insuffisance des moyens de financement, aux contraintes liées pour l'essentiel aux variabilités climatiques actuelles et les études récentes de vulnérabilités menées dans le cadre des NAPA montre qu'en cas de brusque changement climatique (à effets réfastes), ce secteur risquerait de devenir d'avantage vulnérable et ainsi avoir des incidences graves sur l'économie et le développement national qui en dépend essentiellement.

Les études menées dans le cadre de l'élaboration des NAPA a privilégié une approche participative à travers une analyse multicritère (AMC) et intégrant les principaux acteurs : Populations / ONGs / Elus locaux ; Décideurs / Politiques ; Institutions de recherche ; Secteur privé…Le cadre méthodologique du NAPA Guidelines a été adopté.

Au stade actuel des études, nous pouvons retenir que (Outputs):

1°) en ce qui concerne les résultats des études :

- le secteur agriculture présente de réels risques de vulnérabilité en cas de changement climatique avec des incidences graves sur la sécurité alimentaire et de fait, le développement national
- il faut urgemment prévoir des options d'adaptation dans les régions cibles situées au Nord et au Sud du pays
- Quelques actions prioritaires d'adaptation ont été proposées :
 - Renforcer les capacités humaines en matière de recherche agricole liée aux risques climatiques : mise en place d'un observatoire agro-climatique dans les zones cibles ;
 - o Aider les populations des zones cibles à s'adapter aux variabilités climatiques jouant sur le calendrier agricole
 - O Améliorer les conditions techniques et technologiques des communautés locales à travers les microprojets d'adaptation aux changements climatiques.

2°) en ce qui concerne la méthodologie :

- toujours réaliser une concertation avec les Parties prenantes en vue du choix de la méthodologie la plus adaptée au contexte national et en tenant compte de la disponibilité des données, caractéristiques du pays...)
 - o Approche participative
 - o Analyse multicritère
 - o Cadres méthodologiques (NAPA Guidelines)

3°) en ce qui concerne le rôle des principaux acteurs dans le processus :

- Population / ONGs et Acteurs locaux ont participé à l'identification et à la mise en oeuvre des actions prioritaires
- Politiques (Décideurs) ont appuyé l'intégration dans les politiques de développement national
- Institutions de recherche ont permis l'amélioration de la connaissance
- Secteur privé a contribué au financement des actions à travers les sponsorings...

4°) en ce qui concerne le mécanisme pouvant garantir la participation effective des principaux acteurs, il faut :

- Les impliquer du début à la fin du processus
 - o S'assurer de leur participation effective a l'identification des objectifs
 - Les faire participer à des sessions de formation, sensibilisation et participation à la validation des travaux

5°) les contraintes et difficultés rencontrées pendant l'exercice :

Tout au long de cet exercice d'évaluation de vulnérabilité, nous avons été confronté à des difficultés (contraintes) qui doivent être pris en compte à l'avenir, il s'agit de :

- 1- Insuffisance des capacités humaines et institutionnelles / Ressources humaines
- 2- Faible maîtrise des outils / logiciels (software)
- 3- Insuffisance (manque) de données disponibles sur le secteur «agriculture »
- 4- Faible accompagnement des institutions de recherche dans le processus
- 5- Temps
- 6- Ressources financières insuffisantes

<u>CONCLUSION</u>: En RCA, l'évaluation des vulnérabilités a été réalisé (dans le cadre du PANA), sur un certain nombre de secteurs dont celui de l'Agriculture; il en ressort que ce secteur présente de réels risques de vulnérabilités face aux variabilités climatiques et éventuellement un brusque changement climatique. Compte tenu de l'incidence de ce secteur dans la lutte contre la pauvreté et sur le développement national, il a été proposé des actions urgentes (court terme) à mettre en œuvre en vue d'une adaptation.

Cependant, des difficultés ont été rencontrées tout au long du processus liées pour l'essentiel à une insuffisance de ressources financières et un engagement peu marqué des Décideurs (Politiques).

Pour ce faire, nous sollicitons de l'UNFCCC de :

- rechercher des fonds complémentaires (à ceux du GEF) pour améliorer et approfondir les études sectorielles
- apporter un appui technique à travers l'édition d'un manuel et des CD-Rom (training et user manuels) dans les langues adaptées au pays / Renforcer les capacités humaines et institutionnelles des pays
- Organiser des Workshop régionaux sur l'évaluation de Vulnérabilités & les options d'Adaptation